

4 juillet 2020 – Persécution des militants dans les démocraties

Communiqué du MIR- FRANCE

Le 4 juillet est la fête nationale aux USA, et constitue un moment de rappel d'un scandale majeur du siècle passé et de l'actuel, le maintien en prison depuis plusieurs décennies de prisonniers politiques dont le seul tort est de s'opposer à l'ordre inégalitaire, et au cas particulier raciste, institué en violation de la loi.

La persécution cible, cela va de soi, tous ceux qui mettent leur notoriété au service de la libération de l'humain.

On se souvient notamment, relativement aux sportifs,

1967, quand le champion du monde des poids lourds depuis 1964, Mohamed Ali (*sn* Cassius Clay), refuse d'aller se battre au Vietnam rétorquant « Je ne vais pas me quereller avec un Viêt-Cong, aucun Viêt-Cong ne m'a jamais traité de sale nègre » : il est première personnalité des USA à se déclarer publiquement opposé à la guerre du Vietnam et se voit immédiatement déchu de son titre et interdit de ring ; il ne pourra pas boxer pendant deux ans. Il aura lancé l'ouverture du débat public, l'opinion nationale évoluera, deux ans plus tard il sera autorisé à remonter sur le ring, et en 1974 c'est à Kinshasa au Zaïre (une première en Afrique), qu'il reconquerra son titre mondial.

1968, quand Tommie Smith (*record mondial au 200 mètres*) et John Carlos, sur le podium des jeux olympiques d'été à Mexico (*alors que le Mexican Student Movement en plein ébullition est durement réprimé, plusieurs centaines de morts*), regardent la terre pendant l'hymne, *signifiant qu'ils ne représentent pas les Etats-Unis mais le peuple des humains*, portent des chaussettes noires sans chaussures, *figurant la pauvreté noire*, portent un foulard et un collier autour du cou, *évoquant les lynchages*, brandissent le poing ganté de noir, *signifiant la puissance de la non-adhésion et de la résistance noire à l'ordre inégalitaire injuste institué par le pouvoir blanc*. Certains athlètes, tels le basketteur Kareem Abdul-Jabbar (*sn* Lewis Alcindor) optent pour le boycott des jeux. Le troisième athlète sur le podium, aux côtés de Carlos et Smith, Peter Norman, originaire d'un autre pays exterminateur des autochtones et gangrené par le racisme, l'Australie, a été mis dans la confidence, et arborre en signe d'adhésion le macaron du *Olympic Project for Human Rights*. Le lendemain, Smith et Carlos sont exclus des Jeux et sommés de quitter la délégation dans les 48 heures. Ils errent sans argent dans Mexico en attendant que leurs familles les récupèrent. Certains athlètes noirs qui remporteront des médailles après leur départ, apparaîtront coiffés du béret noir des Black panther.

...Pour mémoire, Martin Luther King avait été assassiné en avril de la même année, soit 6 mois plus tôt, et quelques jours après son assassinat, parce qu'ils s'étaient refusés à compétir contre l'équipe des mormons de l'Université Brigham Young, prosélyte de la ségrégation, onze athlètes noirs avaient été exclus de l'université d'El Paso.

En résumé, les actes posés par les sportifs sont multiples, et la plupart de ces personnes verront leurs carrières brisées, recevront des menaces de mort (*assorties des croix du Ku Klux Klan brûlées devant leur porte...*), feront l'objet d'un ciblage continu, et peineront pendant les décennies qui suivent à s'insérer dans le monde du travail. L'australien Peter Norman aura également payé pour ce que le pouvoir blanc assimile à la trahison de la race : exclu de la sélection en 1972 pour les Jeux de Munich alors qu'il a réalisé les minima, et non invité en 2000 aux cérémonies des Jeux de Sydney. Lors de son décès en 2006, Smith et Carlos s'envoleront pour l'Australie et porteront *sn* cercueil. Il faudra attendre les années deux mille (fin de l'apartheid – Conférence de Durban – élection d'un président noir aux USA) pour que cette persécution s'étirole.



Compte tenu de la pathologie collective de la suprématie blanche et du déchaînement de haine des Américains blancs face au geste de Carlos et Smith, qu'ils appréhendent comme la rébellion du cheptel (ici des chevaux de course), les athlètes savent qu'on peut leur tirer dessus à tout moment.

La presse se déchaîne : Carlos et Smith sont des nazis, c'est le geste des nazis.

Le médaillé d'or Lee Adams, tout en portant le béret noir, adopte alors la stratégie ancestrale du sourire à pleine dents : il dira « on ne tire pas sur un homme qui sourit »

2020, c'est dans cette continuité que s'inscrit le geste Genou à terre lors de l'hymne américain, de Colin Kaepernick.

Autre temps autre mœurs. Immédiatement exclu des stades, Immédiatement récupéré par Nike. Certains se sont filmés sur les réseaux sociaux brûlant leurs chaussures Nike, mais la valeur des actions de la firme s'est envolée à la Bourse de Wall Street, et suite au meurtre de George Floyd par des policiers, le geste de Kaepernick a gagné le monde.

En 2020, la Ligue Nationale de Football qui au départ l'a ostracisé, reconnaît publiquement avoir « eu tort de ne pas écouter les joueurs ». Lui s'est exprimé en ces termes : « Je ne me lève pas pour manifester ma fierté envers le drapeau d'un pays oppresseur des Noirs ». En 1975, Martin Luther King s'était lui aussi agenouillé lors d'une protestation pacifique.Genou à Terre. À notre terre-mère d'en juger.



1965, SELMA



2016 SANTA CLARA

La persécution des anonymes prend quant à elle des formes plus dramatiques encore. Pour en témoigner rappelons le meurtre le 4 février 1999 à New York d'Amadou Diallo, non armé et n'ayant commis aucun délit, alors qu'il sortait de son immeuble pour se rendre à l'épicerie du coin acheter des provisions. Les policiers en civil se présentant comme étant de la police lui intimèrent l'ordre de ne pas bouger, il se figea, et ils l'abattirent de 41 balles, certaines bien évidemment tirées alors qu'il était effondré à terre. Les quatre officiers de police Edward McMellon, Sean Carroll, Kenneth Boss et Richard Murphy, étaient habillés en civil, portaient des gilets pare-balles et patrouillaient dans une voiture balisée. Les trois premiers avaient déjà fait l'objet de plaintes pour des bavures dans l'exercice de leur fonction. Ils ont plaidé non-coupables, qualifiant leur meurtre d'horrible méprise et attribuant leurs tirs répétés (41 balles) au stress. Des jurés noirs sont écartés du jury, l'inculpation de meurtre au second degré tombe, la décision des quatre policiers de tirer est justifiée par l'hypothèse qu'Amadou aurait pu porter une arme et que l'éclairage du vestibule provoquait des reflets trompeurs, et les quatre policiers sont acquittés.

Des manifestations de plus en plus massives sont organisées quotidiennement à travers le pays, qui rassemblent des gens de toutes origines. Tous les responsables communautaires montent au créneau, et 2000 personnes assistent la famille lors du rapatriement du corps en Guinée. Parmi les protestataires, **Malcom Ferguson (23 ans)**, l'un des porte-parole des manifestations qui ont été organisées en bas de chez Amadou dès l'annonce du verdict. Cinq jours après le verdict, au bas de la rue de Amadou Diallo, un policier abat Malcom à bout portant en pleine tête. La manche et le revolver du policier sont maculés du sang de Malcom. Et le Maire de New York Rudolph W.Giuliani (*fervent admirateur et nostalgique de Mussolini, qui avait qualifié les protestations pacifiques d'idioties - silly*) s'oppose à ce qu'une enquête soit diligentée.

Le 23 Mars 1999, les leaders des Organisations de défense des droits civiques, demandent à la Maison Blanche d'organiser un sommet sur les brutalités policières. Le 6 avril, le Maire de New York Giuliani fait distribuer des brochures aux policiers pour leur enseigner comment traiter avec un minimum de respect les gens qu'ils interpellent, et le 7 avril les charges contre les plus de 1200 personnes arrêtées au cours des manifestations sont abandonnées.

Le 15 avril, des milliers de manifestants traversent le pont de Brooklyn pour dénoncer, partant du meurtre d'Amadou et allant au-delà de celui-ci, les brutalités policières dans l'ensemble des États-Unis.

En France au présent, la répression qui s'est abattue sur les Gilets Jaunes comme celle qui cible la famille d'Adama Traore constituent un baromètre de ce qu'il peut en coûter lorsque l'on choisit de résister.